

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
55e séance
tenue le
lundi 12 juin 1995
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 55e SÉANCE

Président : M. TEIRLINCK (Belgique)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

ORGANISATION DES TRAVAUX

POINT 132 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES DU
FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES
(suite)

- a) FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES
(suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/49/SR.55
10 novembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

95-81058 (F)

9581058

/...

La séance est ouverte à 15 h 30.

ORGANISATION DES TRAVAUX

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention de la Commission sur le projet de programme de travail de la deuxième partie de la reprise de la quarante-neuvième session, sur l'état de la documentation et sur le programme de travail provisoire pour les trois premières semaines.

2. M.FATTAH (Égypte) dit qu'en raison des délais impartis, la Commission devrait axer ses travaux sur les opérations de maintien de la paix ainsi que sur le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

3. M. STITT (Royaume-Uni) pense, comme le représentant de l'Égypte, que l'accent devrait porter sur les opérations de maintien de la paix. Notant que certains documents se rapportant aux plus importantes d'entre elles n'ont pas été publiés en temps voulu, il souhaiterait savoir à quelle date ils seront distribués. D'autres documents restent à publier, qui concernent des questions majeures, notamment les achats, les télécommunications, la réforme de l'administration de la justice à l'ONU – à propos de laquelle on ne dispose pas encore des vues du Comité du programme et de la coordination (CPC) – et la situation financière actuelle de l'Organisation. Ce dernier point revêt une importance particulière dans la mesure où les décisions de la Commission en matière de financement des opérations de maintien de la paix dépendront de la situation de trésorerie de l'Organisation. Il importe donc de disposer de données actualisées sur cet aspect tout comme sur le système de télécommunications de l'ONU, qui est l'un des projets les plus ambitieux que l'Organisation ait entrepris de mener à bien et sur lequel le Corps commun d'inspection (CCI) devrait sous peu faire connaître ses vues.

4. Le PRÉSIDENT indique qu'il demandera au Corps commun ce qu'il en est de son rapport sur ce dernier point.

5. Mme ARAGON (Philippines), prenant la parole au nom du Groupe des 77, dit que la Commission devrait consacrer une partie de son temps à la poursuite, en séance officielle, du débat général sur le financement des opérations de maintien de la paix, et suggère que cela se fasse à la prochaine séance.

6. Mme BUERGO (Cuba) estime que le rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne devrait être examiné au titre du point de l'ordre du jour pertinent, comme cela est d'usage pour les rapports du Corps commun.

7. M. HANSON (Canada) juge lui aussi qu'il importe de déterminer rapidement la situation de trésorerie de l'Organisation, dont il conviendra de tenir compte lors du débat sur le financement des opérations de maintien de la paix et du Tribunal pénal international.

8. Le PRÉSIDENT propose que la Commission procède comme indiqué dans le projet de programme de travail, étant entendu que celui-ci sera modifié selon que de besoin.

/...

9. Il en est ainsi décidé.

POINT 132 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

a) FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)
(A/49/717 et Corr.1 et 2 et A/49/904)

10. M. TAKASU (Contrôleur), présentant le rapport du Secrétaire général sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (A/49/717 et Corr.1 et 2), rappelle que l'Organisation mène des opérations de maintien de la paix quasiment depuis qu'elle a été créée. Pendant longtemps, l'appui y relatif a été assuré à l'aide de postes inscrits au budget ordinaire; toutefois, cette pratique a montré ses limites lors du lancement de la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU) dans les années 50. Le Secrétaire général a alors dû demander, au titre du budget de la FUNU, quatre postes supplémentaires ("postes d'appoint") au titre de l'appui, qui sont venus s'ajouter aux postes d'appui imputés sur le budget ordinaire. La Commission notera que la pratique consistant à financer des postes d'appui à l'aide de fonds du budget ordinaire remonte à loin.

11. La création de postes d'appoint s'est faite de manière plus systématique à compter de janvier 1990, date à laquelle a été ouvert le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Ce compte, auquel chaque opération de maintien de la paix contribue à hauteur de 8,5 % du coût de son élément civil, est utilisé pour financer des activités d'appui supplémentaires exécutées par les services du Siège. Au cours des dernières années, le compte d'appui s'est révélé d'une grande utilité et l'on peut dire que, vu l'expansion des opérations de maintien de la paix, il n'aurait pas été possible d'appuyer les activités de ces dernières si l'on n'avait disposé de ce mode de financement.

12. Le Département des opérations de maintien de la paix et la Division du financement du maintien de la paix, qui relève du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, ont été créés en 1992, à l'aide, essentiellement, des ressources existantes. Pour l'exercice biennal en cours, 54 postes ont été inscrits au budget ordinaire pour les besoins du Département, à l'exclusion du dépôt de Pise; par contre, aucun poste de la Division n'est imputé sur le budget ordinaire. Il apparaît donc que tous les postes supplémentaires du Département et tous les postes, sans exception, de la Division sont financés à l'aide du compte d'appui, au titre soit des postes temporaires, soit des postes de surnuméraire.

13. Le financement de postes à l'aide du compte d'appui est généralement autorisé pour des périodes de courte durée (un à six mois), ce qui ne permet ni de planifier les besoins ni de retenir du personnel qualifié. Il convient donc de remédier à ce problème. Il est d'autant plus important de mettre sur pied une infrastructure d'appui aux opérations de maintien de la paix plus sûre et plus solide que l'Organisation, à n'en pas douter, se verra confier, pendant longtemps encore, des responsabilités en matière de maintien de la paix.

14. Le rapport dont la Commission est saisie décrit les activités d'appui et en expose le bien-fondé ainsi que les modalités de financement. L'appui y est défini comme étant la direction d'ensemble, l'assistance et les directives

/...

données par les services du Siège pour assurer efficacement la planification, l'exécution et la liquidation des opérations de maintien de la paix; il couvre à la fois des fonctions "essentielles" et des fonctions "non essentielles".

15. Les fonctions essentielles se rapportent aux tâches qui font que l'Organisation doit posséder en permanence la capacité nécessaire à la planification comme au lancement rapide et sans heurt d'opérations de maintien de la paix – même lorsque aucune opération n'est en cours – et concernant la définition des grandes orientations, la bonne exécution des activités, la planification stratégique et la phase de démarrage. Elles touchent aussi les aspects administratifs relatifs tant au personnel qu'aux activités prévues, les activités de suivi sans lesquelles l'on ne saurait dire qu'une mission a véritablement été menée à bien et la fourniture de services fonctionnels au Comité des opérations de maintien de la paix. Ces fonctions essentielles, qui entraînent des dépenses fixes pour l'Organisation, doivent être financées par le budget ordinaire. Toutes les autres fonctions d'appui sont qualifiées de "non essentielles".

16. Le Secrétaire général a chiffré à 88 le nombre de postes essentiels nécessaires, mais 61 seulement sont actuellement disponibles. Les ressources correspondant aux 27 postes restants seront demandées au titre du budget pour l'exercice biennal 1996-1997.

17. Le solde non utilisé du compte d'appui soulève un certain nombre de problèmes d'ordre pratique. Le premier a trait au délai qui s'écoule entre la présentation des propositions formulées par le Secrétaire général et leur approbation par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et l'Assemblée générale. Très souvent, l'approbation n'est obtenue que peu de temps avant le début de la période visée, ce qui rend difficile la planification. En outre, les autorisations de financement de postes à l'aide du compte d'appui ne sont données que pour des périodes de six mois et ne sont, en général, initialement accordées que pour des postes de surnuméraire.

18. Pour remédier à ces problèmes, il faudrait que les postes financés à l'aide du compte d'appui soient autorisés pour des périodes de plus longue durée – un an de préférence. De la sorte, le Secrétaire général pourrait planifier la dotation en effectifs 12 mois avant le début de l'année en question. Une telle réforme des procédures permettrait de planifier les besoins de manière plus fiable.

19. Il convient par ailleurs de garder à l'étude la méthode retenue pour déterminer la dotation du compte d'appui. Elle correspond aujourd'hui à 8,5 % de l'élément civil des opérations de maintien de la paix; or, l'élément militaire influe aussi sur les dépenses d'appui.

20. Étant donné la situation du compte d'appui pour 1995, et bien que le Secrétaire général ait chiffré à 630 le nombre de postes nécessaires pour appuyer efficacement les opérations de maintien de la paix, seuls 431 postes ont été demandés pour l'année, dont 346 ont déjà été autorisés. S'agissant de la transformation en postes temporaires de postes de surnuméraire, 4 des 65 postes autorisés pour la période allant du 1er juillet au 31 décembre 1994 ont été

/...

régularisés par l'Assemblée générale; le Secrétaire général demande que les 61 postes restants soient eux aussi transformés en postes temporaires. Il demande en outre 24 postes supplémentaires, dont il justifie le financement dans le rapport dont la Commission est saisie. Ce sont donc 431 postes qui seraient financés à l'aide du compte d'appui.

21. En conclusion, le Secrétariat espère que des débats constructifs permettront de résoudre les problèmes que soulève le recrutement de personnel pour des périodes de courte durée, afin que l'appui fourni aux opérations de maintien de la paix soit véritablement efficace.

22. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que dans son rapport (A/49/904), le Comité consultatif fait l'historique du compte d'appui, qui, à l'origine, ne devait être qu'un simple mécanisme destiné à doter le Secrétariat d'un instrument souple et pratique pour appuyer les opérations de maintien de la paix au Siège. Les longues discussions qui ont eu lieu récemment à la Cinquième Commission et au Comité consultatif étaient essentiellement imputables au fait qu'on se faisait une idée fausse de la raison d'être de ce compte et, aussi, à ce qu'on avait tendance à recourir à ce compte à des fins qui ne correspondaient pas aux intentions originales de l'Assemblée générale. Ces dernières années, le Comité consultatif a examiné diverses méthodes de financement du compte d'appui et il est revenu sur cette question de façon approfondie à la présente session. À l'issue de cet examen, il a conclu, comme le Secrétaire général, qu'il fallait maintenir, pour des raisons de simplicité et de commodité, la méthode actuelle consistant à imputer sur le compte de chaque opération de maintien de la paix l'équivalent de 8,5 % du coût de la composante civile de cette opération, c'est-à-dire le coût des traitements, des dépenses communes de personnel et des frais de voyage. Les autres méthodes soulevaient davantage de problèmes qu'elles ne permettaient d'en résoudre.

23. Les recommandations énoncées aux paragraphes 22 et 23 ont pour objet de rétablir la méthode originale simplifiée d'examen et d'approbation des dépenses à imputer sur le compte d'appui, dans l'esprit de la tendance actuelle à la rationalisation. Des explications complémentaires seront données lors des réunions officielles de la Cinquième Commission. Il n'existe absolument aucune raison de penser que le Comité consultatif propose qu'on l'autorise à passer outre à la Cinquième Commission, à assumer le rôle d'un organe délibérant et à approuver des postes et des dépenses en ce qui concerne le compte d'appui. Les paragraphes 22 et 23 ne contiennent aucun élément qui permette d'aboutir à une telle conclusion; en fait, la méthode indiquée dans le rapport du Comité consultatif a déjà été appliquée dans le passé. De même, l'argument selon lequel le Comité consultatif recommande de répartir les dépenses entre les États Membres et déciderait à un stade ultérieur de la manière dont les fonds seraient utilisés est sans fondement aucun. Chaque fois que l'Assemblée générale approuve les montants à répartir pour une opération de maintien de la paix, elle examine et approuve en même temps les ressources du compte d'appui qui serviront à appuyer l'opération en question. C'est à cela que servent en dernière analyse les fonds virés au compte d'appui.

24. La question de l'efficacité de la gestion et du contrôle de ce compte a retenu l'attention du Comité consultatif dès le moment où le concept de compte

/...

d'appui a vu le jour. Le rapport à l'examen aborde de nouveau plusieurs questions ayant trait à la gestion et au contrôle et l'attention est appelée dans l'annexe sur les critères précédemment publiés qui doivent régir l'examen des propositions relatives à la création de postes et à l'engagement de nouvelles dépenses au titre du compte d'appui.

25. Le Comité a clairement renoncé à recommander des critères visant à déterminer quels sont les postes essentiels et ceux qui ne le sont pas, s'agissant des postes à imputer sur le compte d'appui et de ceux qui doivent l'être au budget ordinaire, car il a conclu qu'une telle approche risquait d'entraîner une controverse interminable et même de compliquer l'examen d'autres aspects du financement de l'ONU; il a toutefois été informé qu'il serait peut-être saisi sous peu de la question des postes essentiels et des postes non essentiels s'agissant des affaires humanitaires.

26. L'expérience acquise en ce qui concerne le fonctionnement du compte d'appui et l'examen des rapports du Secrétaire général sur cette question, de même que les positions souvent contradictoires des États Membres à ce sujet, sont autant d'éléments qui ont amené le Comité consultatif à réaffirmer que le budget ordinaire "doit être établi sur la base des propositions soumises par le Secrétaire général conformément au règlement financier et à la résolution 41/213 de l'Assemblée générale" (A/48/955, par. 22). En conséquence, le Comité consultatif n'a pas jugé approprié de recommander, dans le cadre de l'examen du rapport du Secrétaire général (A/49/717), le nombre de postes à transférer du compte d'appui au budget ordinaire. Conformément à la pratique actuelle, les vues du Comité consultatif à ce sujet seront présentées dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

27. Les recommandations figurant aux paragraphes 24 à 28 concernant les ressources nécessaires pour 1995 permettront, si elles sont approuvées, d'assurer le fonctionnement du compte jusqu'au 31 décembre 1995. Les procédures recommandées au paragraphe 22 prendraient effet, si l'Assemblée générale les approuve, au 1er janvier 1996. Les prévisions de dépenses pour 1996 devraient être soumises au Comité consultatif à sa session d'automne de 1995, en même temps que les informations complémentaires requises dans le dernier rapport du Comité consultatif.

28. Enfin, le Comité consultatif a eu des échanges de vues sur la méthode qui serait la plus appropriée pour l'examen et la présentation des activités financées au titre du compte d'appui, par opposition à celles qui correspondent aux programmes inscrits au budget ordinaire. Il a été suggéré d'examiner les activités au titre du compte d'appui en même temps que le budget ordinaire. M. Mselle indique que les ressources destinées au compte d'appui ont pour objet d'appuyer des opérations de maintien de la paix qui, conformément à la résolution 49/233, seront désormais financées selon un cycle différent du cycle financier adopté pour le budget ordinaire. En second lieu, et à titre d'information, les ressources imputées au compte d'appui apparaissent dans la colonne "Fonds extrabudgétaires" des chapitres appropriés du budget ordinaire du Siège. Cette présentation ainsi que les informations données concernant d'autres programmes extrabudgétaires permettent aux États Membres de se faire une idée plus complète de l'ensemble des ressources disponibles pour le chapitre considéré. En troisième lieu, lorsque le Comité consultatif examine des

demandes ayant trait à des dépenses à imputer sur le compte, il demande des informations sur les ressources correspondantes disponibles au titre du budget ordinaire pour le chapitre ou le service du Secrétariat considéré. Dans ces conditions, le Comité consultatif n'a pas formulé de recommandation concernant la présentation des activités afférentes au compte d'appui et la date de leur examen, par rapport à celles des activités inscrites au budget ordinaire.

29. M. SCOTTI (France), parlant au nom de l'Union européenne, accueille avec satisfaction les recommandations du Comité consultatif visant à simplifier les modalités de fonctionnement du compte d'appui et souscrit aux vues exposées aux paragraphes 16 à 21 du rapport du Comité (A/49/904). Si le débat sur les critères qui permettraient de faire la distinction entre les fonctions essentielles et celles qui ne le sont pas n'a plus de raison d'être, la distinction entre les dépenses "fixes" au titre du maintien de la paix, qui doivent être financées par le budget ordinaire, et les dépenses "variables", qui sont fonction du volume de travail et doivent être imputées au compte d'appui, reste importante. Comme on l'a proposé, ce deuxième point pourrait être examiné de façon plus approfondie lors de l'examen du projet de budget-programme pour 1996-1997. L'Union européenne serait heureuse de disposer d'informations plus précises de la part du Secrétariat de façon à se faire une idée plus exacte des ressources et des dépenses imputées au compte spécial, de l'ampleur et des causes des retards constatés en ce qui concerne le fonctionnement du compte, ainsi que de l'utilisation qui sera faite des soldes inutilisés. Elle approuve les recommandations énoncées aux paragraphes 22 et 23 du rapport du Comité consultatif et estime que celui-ci devrait présenter à l'Assemblée générale un rapport annuel, que la Cinquième Commission pourrait examiner au début de l'année lorsqu'elle examine les budgets afférents aux opérations de maintien de la paix.

30. S'agissant du financement pour 1995, l'Union européenne souscrit aux conclusions et recommandations énoncées aux paragraphes 24 à 28 du rapport du Comité consultatif, en particulier s'agissant des répercussions que les décisions concernant les opérations de maintien de la paix prévues dans le projet de budget-programme pour 1996-1997 auront sur le compte d'appui. Elle approuve par ailleurs le maintien des 61 postes actuellement financés au titre du personnel temporaire.

31. Mme STODDARD (États-Unis) dit que son pays approuve l'inscription au budget ordinaire de dépenses d'administration ou de fonctions essentielles liées au maintien de la paix, mais qu'il importe que les activités de maintien de la paix en soient exclues. La gestion efficace des ressources affectées au compte d'appui est essentielle. Ces ressources doivent être examinées d'aussi près que celles du budget ordinaire. Elles devraient par ailleurs être régies par les dispositions des règles et règlements de l'Organisation en matière de finances et de personnel. S'agissant des recommandations figurant à l'alinéa a) du paragraphe 22 du rapport du Comité consultatif, concernant le financement du compte d'appui, la représentante des États-Unis demande que soient immédiatement réexaminés le pourcentage et sa méthode de calcul. Avant de prendre une décision sur le pourcentage approprié à appliquer, il serait nécessaire de déterminer l'ampleur des dépenses encourues au Siège à l'appui des activités de maintien de la paix.

32. S'agissant des procédures décrites à l'alinéa b) du paragraphe 22, les États-Unis estiment que le rôle du Comité consultatif ne doit pas être modifié et que celui-ci ne doit pas se comporter comme un organe délibérant. Les décisions concernant le niveau et le nombre des postes doivent être prises par l'Assemblée générale. Il est essentiel de se conformer strictement à l'esprit et à la lettre des règles et règlements de l'Organisation en matière de finances et de personnel. Avant d'approuver tout nouveau poste, il faudrait classer de façon appropriée tous les postes existants, et des assurances doivent être données quant à leur utilisation aux fins des fonctions expressément autorisées par l'Assemblée générale. La représentante des États-Unis appuie les recommandations tendant à maintenir jusqu'à décembre 1995 le nombre de postes de personnel temporaire précédemment autorisé, soit 346, la décision concernant la demande de création de 24 postes étant reportée à un stade ultérieur, avant la fin de l'année 1995. Elle ne peut approuver la conversion en postes temporaires de postes actuellement financés à l'aide de crédits prévus au titre du personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions. En revanche, elle souscrit à la proposition tendant à maintenir jusqu'à la fin de l'année en cours le niveau des ressources autres que celles correspondant au coût des postes.

33. M. GJESDAL (Norvège) dit que le maintien de la paix et de la sécurité étant la première priorité de l'Organisation, les ressources nécessaires au Siège au titre du maintien de la paix, y compris un renforcement des moyens disponibles pour superviser et diriger les missions, devraient dans la mesure du possible être financées par le budget ordinaire. À la récente session du Comité du programme et de la coordination, la Norvège a approuvé la demande du Secrétaire général tendant à augmenter de 27 le nombre des postes inscrits au budget ordinaire pour 1996-1997 qui correspondent à des fonctions essentielles liées au maintien de la paix. Elle estime que le Secrétaire général devrait disposer des ressources dont il a besoin pour exécuter les mandats existants en matière de maintien de la paix et aussi pour répondre aux demandes formulées par les États Membres dans diverses résolutions de l'Assemblée générale. Étant donné qu'il est difficile, vu leur ampleur actuelle, d'appuyer les opérations de maintien de la paix à l'aide des ressources en personnel prévues au budget ordinaire, le financement à l'aide du compte d'appui doit continuer à jouer un rôle important.

34. La délégation norvégienne ne partage pas l'opinion du Comité consultatif (par. 17) selon laquelle les critères proposés par le Secrétaire général pour déterminer l'ampleur et les modalités d'utilisation du compte d'appui prêtent souvent à confusion. À son avis, la notion de fonctions "essentielles" demeure valide et est indispensable pour prendre utilement position au sujet du budget-programme. Elle reconnaît néanmoins qu'il est nécessaire de se recentrer sur l'objectif principal du compte d'appui et souscrit à la nouvelle proposition du Comité (par. 22) concernant l'adoption de nouvelles modalités d'approbation des dépenses. Ainsi, le Comité consultatif examinerait, au nom de l'Assemblée générale, les demandes d'approbation de modifications concernant les postes et autres ressources par rapport aux niveaux précédemment approuvés et rendrait compte annuellement à l'Assemblée générale. La Norvège souscrit à la demande du Secrétaire général (A/49/717, par. 38) relative à la création de 24 postes financés au titre du compte d'appui et aimerait savoir combien d'officiers détachés par des gouvernements d'États Membres travaillent actuellement au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'administration et de la gestion.

35. Les arrangements actuels concernant le financement des 61 postes inscrits au compte d'appui au titre du personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions pour des périodes successives de six mois vont à l'encontre d'une bonne gestion budgétaire et d'une bonne administration du personnel. Le représentant de la Norvège appuie par conséquent sans réserve la régularisation des 61 postes en question dont fait mention le Secrétaire général dans son rapport.

36. M. TOYA (Japon) dit que son pays appuie quant au fond les recommandations du Comité consultatif et approuve en particulier les efforts faits pour rétablir la simplicité initiale de la méthode d'approbation des dépenses à imputer au compte d'appui. S'agissant du paragraphe 21, il pense toutefois qu'il resterait utile de tenter de définir des critères permettant de faire la distinction entre les postes essentiels et ceux qui ne le sont pas.

37. M. GOKHALE (Inde) dit que des ressources non négligeables sont déjà prévues au budget ordinaire au titre du maintien de la paix. Il est disposé à envisager un redéploiement des ressources dans le cadre du budget ordinaire pour faire en sorte que le Département des opérations de maintien de la paix dispose de postes supplémentaires, mais il ne tient pas à ce que l'on tente de définir quels sont les postes essentiels à inscrire au budget ordinaire et ce que pourraient être les autres postes à financer au titre du compte d'appui.

La séance est levée à 16 h 40.